

5^{ème} Séminaire Annuel de CABRI
7, 8 et 9 avril 2009

Renforcer les pratiques budgétaires en Afrique

1^{er} Jour : Mardi 7 avril 2009

08h30 à 09h15 Cérémonie d'ouverture

Accueil et Introduction	Ministère des Finances, Haut Fonctionnaire du Budget (HFB), Sénégal	(5 min)
Discours d'ouverture	Ministère des Finances, Sénégal	(15 à 20 min)
Objectifs du séminaire, bref exposé du programme et présentation des délégués	CABRI	(15 min)

09h15 à 10h45 1^{ère} Séance : Lancement du Rapport CABRI/BAfD sur les pratiques et procédures budgétaires en Afrique

L'Initiative CABRI et la Banque Africaine de Développement lanceront un Rapport sur les Pratiques et Procédures Budgétaires en Afrique. Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'un programme conjoint sur la bonne gouvernance financière visant à renforcer l'efficacité et l'obligation de rendre compte dans la gestion des ressources publiques. Ce rapport analyse les résultats de l'enquête OCDE/CABRI menée dans 26 pays africains, et fournit une vue d'ensemble des pratiques et procédures dans les domaines clés suivants : (a) les calendriers budgétaires ; (b) les institutions budgétaires ; (c) l'élaboration du budget à moyen terme ; (d) l'exécution budgétaire ; (e) l'examen parlementaire ; (f) les dépenses hors budget ; (g) la transparence fiscale et (h) la gestion de l'aide. La séance donne l'occasion d'examiner les thèmes principaux et les constatations présentés dans ce rapport.

Président	Sénégal	
Lancement du Rapport	Gabriel Negatu, BAD Neil Cole, Secrétaire Exécutif, CABRI	(10 min)
Thèmes principaux et constatations	Groupe de la LSE	(25 min)
Discussion		(55 min)

10h45 à 11h15 Pause thé et café

11h15 à 12h45 2^{ème} séance : Priorités principales de la réforme budgétaire en Afrique

Le Rapport sur les Pratiques et Procédures Budgétaires en Afrique fournit un cadre de réflexion pour ce qui ressort comme priorités essentielles dans la réforme budgétaire sur le continent. Trois pays examineront la voie empruntée par leurs propres programmes de réforme budgétaire et leur contenu, étant donné les résultats de l'enquête spécifique par pays et les constatations principales du rapport. Il sera demandé aux pays de conduire une autoanalyse pour savoir s'ils estiment leurs propres programmes de réforme bien conçus,

ordonnés de manière appropriée, sur cible, et si les réformes ont démontré des résultats adéquats. La discussion identifiera des priorités essentielles pour la réforme budgétaire en Afrique, les circonstances sous lesquelles ces priorités sont pertinentes, et les principes sur la manière d'améliorer la conception et la mise en œuvre des programmes de réforme budgétaire.

11h15 à 12h00 Discussions de groupes en parallèle

- | | | |
|--|--|---------------------|
| 1. Groupe de pays francophones | Intervenant principal - HFB,
Ministère des Finances, Mali | <i>(5 à 10 min)</i> |
| 2. Groupe de pays anglophones :
les premiers réformateurs | Intervenant principal - HFB,
Ministère des Finances, Libéria | <i>(5 à 10 min)</i> |
| 3. Groupe de pays : les
réformateurs expérimentés | Intervenant principal - HFB,
Ministère des Finances, Éthiopie | <i>(5 à 10 min)</i> |

12h00 à 12h45 Séance plénière : Présentation des rapports

- | | | |
|---|-------------------------|-----------------------|
| Président | Paolo de Renzio & CABRI | |
| Présentation des rapports par
groupe | Rapporteurs | <i>(5 min chacun)</i> |
| Discussion | | <i>(5 à 10 min)</i> |

12h45 à 13h45 Déjeuner

13h45 à 15h15 3^{ème} Séance : Les expériences d'élaboration du budget axée sur la performance de la Corée

La Corée possède un certain nombre d'expériences dans le domaine de la réforme budgétaire appropriées aux pays africains. L'introduction et l'utilisation de l'information sur la performance et des budgets-programmes dans le processus budgétaire annuel ont eu toute une série d'effets sur la manière dont le budget est planifié et exécuté. Ces expériences seront partagées sous forme d'une présentation générale de 15 minutes. En outre, une réforme concernant l'élaboration descendante du budget a entraîné des améliorations considérables du processus budgétaire, en particulier lorsqu'elle a été liée au nouveau système de performance.

- | | | |
|---------------------------------|------------------------------|-----------------|
| Président | Kubai Khasiani, Kenya | |
| Perspective pays: Corée | Ministère des Finances - HFB | <i>(15 min)</i> |
| Pays interrogé : Afrique du Sud | Ministère des Finances - HFB | <i>(10 min)</i> |
| Pays interrogé: Tanzanie | Ministère des Finances - HFB | <i>(10 min)</i> |
| Discussion | | <i>(55 min)</i> |

15h15 à 15h45 Pause

15h45 à 17h15 4^{ème} Séance : Réponse de la politique fiscale au ralentissement économique mondial

La plupart des analystes soutiennent qu'il est trop tôt pour quantifier l'impact du ralentissement économique mondial sur l'Afrique. L'impact variera à travers les pays, suivant leur production et la structure des exportations, leur exposition au système financier international ainsi que leur capacité à amortir les effets négatifs éventuels de la crise. L'Afrique est quelque peu abritée des effets de contagion à court terme de la crise financière du fait que de nombreux pays sont dissociés du système financier international. Toutefois les pays africains seront touchés par la crise économique par le biais de la baisse des prix des matières premières qu'ils exportent, d'une demande inférieure pour les exportations, de flux de capitaux privés en baisse, d'une probabilité d'aide au développement qui ralentira et d'une diminution d'envois de fonds.

Ces facteurs risquent d'avoir un impact sur, la croissance de l'emploi, les recettes de l'État, l'investissement du secteur privé et la valeur relative des devises locales. Tandis que les pays développés peuvent s'adapter à une croissance plus lente au moyen d'un accroissement fiscal ciblé, bien souvent ces options ne sont pas ouvertes aux pays en développement étant donné qu'ils n'ont pas accès aux marchés des capitaux mondiaux et que le coût d'emprunt a considérablement augmenté.

La stimulation des dépenses d'infrastructure, la protection des dépenses d'investissement et d'entretien, le soutien aux emplois à bas salaires et la protection des secteurs sensibles de dépenses tels que l'éducation et la santé sont justes jusqu'à présent, quelques réponses observées de la politique budgétaire. Cette séance relèvera l'impact du ralentissement économique mondial sur les pays africains et examinera les différentes façons de réagir des pays face à la crise.

Président	Afrique du Sud	
Perspective pays: Zambie	Ministère des Finances - HFB	(10 à 15 min)
Perspective pays : Égypte	Ministère des Finances - HFB	(10 à 15 min)
Discussion		(60 min)

À partir de 19h00 Réception-dîner officielle accueillie par le Ministère des Finances du Sénégal

2^{ème} Jour : Mercredi 8 avril 2009

09h00 à 10h30 5^{ème} Séance : Examen de la séance de travail sur la budgétisation de l'aide au Rwanda

Le Ministère de l'Économie et des Finances du Rwanda et l'Initiative CABRI ont conduit une recherche conjointe afin d'approfondir les constatations de l'enquête CABRI/OCDE sur la budgétisation de l'aide dans le contexte rwandais. Les objectifs de la recherche et de la séance de travail sur la budgétisation de l'aide étaient de discuter et de convenir des points suivants: (i) **Quelles** seront les règles d'inscription de l'aide au budget au Rwanda ? ; et (ii) De quelle manière les règles seront-elles rendues opérationnelles afin de garantir une inscription de qualité de l'aide au budget ?

Président	Cameroun	
Constatations de recherche	Alta, Folscher, Coordinateur de la Budgétisation de l'Aide	(15 min)

Pays interrogé: Ghana	Kwabena Adjei-Mensah	(10 min)
Pays interrogé: Rwanda	Elias Baingana/ Clement Ncuti	(10 min)
Discussion		(55 min)

10h30 à 11h00 Pause

11h00 à 12h30 6^{ème} Séance : Réponse de CABRI au PAA : l'utilisation des systèmes nationaux

Sous-jacent aux engagements de la Déclaration de Paris et au récent Programme d'Action d'Accra convenu en septembre dernier au Forum de Haut Niveau qui s'est tenu à Accra, est le consensus qui considère que l'efficacité de l'aide dépend de l'appropriation nationale de la stratégie et de la direction nationale de la gestion de l'aide. L'utilisation des systèmes nationaux, y compris du système de planification et d'élaboration du budget, est considérée comme une façon importante de les renforcer. Elle est aussi vue comme une façon d'assurer la durabilité des interventions d'aide, étant donné que les activités parallèles bien souvent s'atrophient lorsque les financements extérieurs cessent.

Cette séance examine la réponse de CABRI à la partie sur l'utilisation des systèmes nationaux en vertu du principe d'alignement dans le Programme d'Action d'Accra. La réponse repose sur le travail réalisé par CABRI concernant la Budgétisation de l'aide.

Président	Ghana	
Projet de réponse de CABRI	Neil Cole, CABRI	(15 min)
Discussion		(75 min)

12h30 à 13h30 Déjeuner

13h30 à 14h30 7^{ème} Séance : Systèmes d'élaboration du budget d'investissement

La 6^{ème} séance tire parti des discussions sur l'élaboration du budget d'investissement qui ont eu lieu au 4^{ème} Séminaire annuel de CABRI avec une étude de cas pays sur le Chili. L'expérience chilienne représente une étude de cas importante, d'un système qui utilise l'estimation technique d'un projet d'une manière centralisée. Les sujets de l'étude de cas couverts comprendront : i) Une description du Système national d'investissement (NIS): la planification stratégique et l'élaboration du budget pour l'investissement public ; ii) Les processus d'estimation des projets d'investissement (a priori) ; iii) Les dispositions institutionnelles pour le suivi efficace de la mise en œuvre des projets d'investissement ; iv) l'influence des politiques sur les décisions finales de projets ; et v) le renforcement des capacités pour estimer les projets.

Président	Burkina Faso	
Professeur Mimica	Université Adolfo Ibanez, Chili	(20 min)

Le Professeur Mimica est l'un des premiers architectes originaux du système d'élaboration du budget d'investissement chilien (il reste un conseiller spécial auprès du Service de la Planification) et a contribué à développer de nombreuses techniques et structures de l'évaluation du budget d'investissement.

Discussion		(40 min)
------------	--	----------

14h30 à 15h00 Pause

15h00 à 16h15 8^{ème} séance : Planification et gestion des projets d'investissement en Afrique

L'étude de cas du Chili soulève un certain nombre de questions et dispense plusieurs enseignements pour les pays africains, dont beaucoup ont connu une augmentation de leurs dépenses d'investissement. En particulier cette étude soulève des questions quant à la manière dont la source des financements extérieurs affecte le développement potentiel d'un système global à l'échelle nationale pour estimer, planifier et gérer les projets d'investissement. Cette séance prend la forme d'une table ronde entre deux bailleurs de fonds de développement principaux sur le continent et un expert éminent en vue d'identifier les défis qui se présentent dans la planification et la gestion des projets d'investissement.

16h15 à 16h45 Séance de clôture

3^{ème} Jour : Jeudi 9 avril 2009

08h30 à 12h30 Réunion de l'Assemblée générale

14:00 Tour culturel